

Jeudi  
21 octobre 2021  
1,05 €  
N° 23647 - 78<sup>e</sup> année  
Votre journal à domicile  
02 41 80 88 80

# Le Courrier

DEUX-SÈVRES de l'ouest

## À cœur des violences conjugales



**NIORT.** À travers le témoignage d'acteurs de terrain, le Courrier de l'Ouest inaugure ce jeudi une série en cinq épisodes sur la réalité des violences conjugales dans les Deux-Sèvres. PAGE 2

# « Mettre des mots justes »

D'ici au 25 novembre, le Courrier de l'Ouest a décidé de se pencher sur la réalité des violences conjugales dans le département en donnant la parole aux acteurs de terrain.



Pour les femmes qui ne pourraient se déplacer, Marion les encourage à composer le 3919 pour tirer la sonnette d'alarme. Si la plateforme est nationale, le signalement est ensuite adressé aux acteurs locaux. PHOTO: CO.-MARE DELAGE

## ENTRETIEN

Des soignants aux services du Département, des associations aux personnels de l'Education nationale, des forces de l'ordre aux représentants de la chaîne judiciaire, en Deux-Sèvres, une myriade de professionnels interviennent auprès des victimes de violences intrafamiliales. Lydie, assistante sociale, et Marion, qui œuvre au sein de l'Union départementale des associations familiales (UDAF 79), sont de ceux-là. Le duo fait partie des 95 membres du réseau niortais de compétences qui fédère une quarantaine de structures.

Pour elle, cette multiplicité des portes d'entrée, qui se déclinent également dans le nord, en Gâtine, dans le Mellois et le Haut Val de Sèvre, est la garantie d'une meilleure prise en charge face à une problématique protéiforme.

« Mettre des mots justes pour une conscientisation »

En quoi la variété de vos profils est-elle une réponse adaptée ?

Marion et Lydie. « Qu'il n'y ait pas de guichet unique, c'est une chance. Les femmes qui nous sollicitent n'ont pas toutes besoin du même suivi au même moment. Certaines sont en quête d'une solution de logement, d'autres de renseignements juridiques pour mieux connaître leurs droits, d'une aide psychologique, financière, ou d'un accompagnement pour déposer plainte. Nous avons chacun notre champ d'action. Notre complémentarité et nos liens solides permettent d'orienter à bon escient. C'est rassurant et essentiel car chaque victime attend de nous une réactivité et du concret.

On est sur du sur-mesure. »

Si vous avez tous votre domaine, l'entretien d'accueil obéit-il à quelques règles ?

« La base, c'est de ne pas vouloir jouer les sauveurs pour ne pas réinstaurer une relation de dépendance. Nous sommes dans la bienveillance, l'écoute et la compréhension des faits. Avec nous, tout peut être dit. Nous ne demandons pas des preuves de ce que nos interlocutrices avancent. Nous sommes là pour mettre des mots justes sur des choses graves. Les femmes ont souvent tendance à minorer leur calvaire. Quand leur conjoint contrôle leurs dépenses, c'est une violence économique. Si elles acceptent une relation pour éviter les problèmes, cela s'appelle un viol. Si elles subissent une avalanche de coups, c'est une tentative d'homicide. Cette réalité doit être entendue pour déclencher une conscientisation même si ça peut faire peur. C'est le point de départ. »

Mais le chemin est encore long...

« Et c'est normal. Il faut accepter cette temporalité, l'éventuel retour au domicile même si de l'extérieur, cela paraît incohérent. Il ne faut pas

oublier qu'avant les agressions physiques ou psychiques, il y a eu une rencontre, une histoire d'amour qui n'est peut-être pas terminée, la naissance d'enfants. Bien souvent isolées, les victimes doivent se débattre avec cette histoire ambivalente et ce tourbillon d'émotions nourri par les messages contradictoires et les manipulations de leur conjoint. Elles ont perdu toute notion de temps car chaque journée ressemble à une autre avec la peur pour dénominateur commun. Elles mettent toute leur énergie pour se prémunir du moindre dérapage, guettant le moindre claquement de porte annonciateur d'un déchaînement à leur encontre. Leur quotidien est un enfer. Elles sont en mode survie. On n'en sort pas comme ça. »

Le dépôt de plainte peut-il être leur planche de salut ?

« Ce n'est pas un passage obligé. Des femmes parviennent à relever la tête sans cette réponse pénale. Mais c'est un élément clef du cheminement dans le sens où il rend publique une situation qui est de l'ordre de l'intime, qui était cachée jusqu'ici. C'est une démarche qui permet une reconnaissance et pointe du doigt l'auteur au grand jour. Elle facilite

aussi les formalités pour avoir un logement – certains bailleurs réclamant ce dépôt –, permet de bénéficier de mesures d'éloignement, d'avoir un téléphone « Grave danger » ou de mieux protéger les enfants. Mais c'est un moment difficile car il faut convaincre des enquêteurs plus ou moins formés et défendre sa version face à des hommes souvent bien insérés et dans la toute-puissance. »

Avez-vous observé une aggravation de la situation avec la crise sanitaire ?

« Le nombre de cas n'a pas forcément augmenté mais les tensions déjà identifiées dans des foyers se sont exacerbées avec le confinement. Les femmes ont été davantage isolées et exposées chez elles. Pour celles qui avaient un nouveau logement, leur conjoint est venu rôder autour plus facilement. Les échanges d'enfants ont été sources de menaces. Le report des procédures judiciaires qui étaient sur le point d'aboutir a également été préjudiciable. Aujourd'hui, à la lecture de nos missions sur le terrain, on constate surtout une hausse des signalements d'enfants. Pour eux, cela a été terrible. On en mesure les retombées maintenant. »

Julien RENON

## A SAVOIR

### Une série en 5 épisodes

Le Courrier de l'Ouest débute aujourd'hui une série de reportages et d'entretiens consacrés à la problématique des violences conjugales dans le département. Au total, cinq épisodes sont prévus pour s'échelonner

dans nos colonnes et sur notre site internet d'ici au jeudi 25 novembre, journée internationale de mobilisation. Plusieurs actions devraient se tenir sur le territoire.

## 302

### FEMMES

Depuis son ouverture en 2015, l'accueil de jour de l'Union départementale des associations familiales (UDAF 79) a reçu 302 femmes victimes, deux hommes et vingt proches de victimes en quête d'une écoute, de conseils et de soutien.